

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 32

1^{er} août 2000

S o m m a i r e

Arrêté grand-ducal du 11 février 2000 autorisant Madame Liliane Charlotte Joséphine ANTONY à changer ses prénoms et nom patronymique actuels en ceux de «Susy FONK»	514
Arrêté ministériel du 7 juillet 2000 portant nomination de la commission appelée à donner des avis au Ministre de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports au sujet de la reconnaissance des diplômes de certaines professions de santé obtenus à l'étranger	514
Arrêté ministériel du 11 juillet 2000 modifiant la liste des maîtres de stage pour le stage pharmaceutique	515
Administration du Cadastre et de la Topographie – Nomination.	515
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat – Déclaration de livrets perdus pendant les mois de mars à juin 2000	516
Centre Informatique de l'Etat – Démission – Nominations	516
Commission d'agrément concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques	517
Consultats – Démission – Nomination	517
Courtiers d'assurances – Agréments accordés pendant les mois d'avril, mai et juin 2000	517
Entreprises d'assurances – Agréments d'agents retirés et agents agréés pendant les mois de mai et juin 2000	518
Fonds National de Solidarité – Examen de fin de stage	519
Fonds national de soutien à la production audiovisuelle – Bilan au 31 décembre 1999	520
Indice des prix à la consommation au 1^{er} juin 2000.	522
Institut Luxembourgeois des Télécommunications – Bilan de compte de profits et pertes au 31 décembre 1999	523
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Services pour personnes âgées – Agréments	527
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Structures d'accueil sans hébergement pour enfants – Agréments	527
Santé – Art de guérir	527
Service central de la statistique et des études économiques – Examen de fin de stage.	528
Tableau des banques établies au Luxembourg conformément à la loi modifiée du 5 avril 1993 – Complément N° 2.	528
Relevé des maladies transmissibles déclarées pendant le mois de mai 2000	529

Arrêté grand-ducal du 11 février 2000 autorisant Madame Liliane Charlotte Joséphine ANTONY à changer ses prénoms et nom patronymique actuels en ceux de «Susy FONK».

Nous JEAN, par la Grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande présentée par Madame Liliane Charlotte Joséphine ANTONY, née le 19 août 1961 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à Differdange, sollicitant l'autorisation de changer ses prénoms et nom patronymique actuels en ceux de «Susy FONK»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Madame Liliane Charlotte Joséphine ANTONY est autorisée à changer ses prénoms et nom patronymique actuels en ceux de «Susy FONK».

Art. 2. Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressée sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

Le Ministre de la Justice,
Luc Frieden

Palais de Luxembourg, le 11 février 2000.

Pour le Grand-Duc:
Son Lieutenant-Représentant
Henri
Grand-Duc héritier

Arrêté ministériel du 7 juillet 2000 portant nomination de la commission appelée à donner des avis au Ministre de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports au sujet de la reconnaissance des diplômes de certaines professions de santé obtenus à l'étranger.

*Le Ministre de l'Éducation Nationale,
de la Formation Professionnelle et des Sports,*

Vu l'article 12 de la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation Nationale et le Ministère de la Santé;

Vu le règlement grand-ducal du 15 mai 1995 relatif à la commission appelée à donner des avis en matière de reconnaissance des diplômes de certaines professions de santé obtenus à l'étranger;

Arrête:

Art. 1^{er}. La commission appelée à donner des avis au Ministre de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports au sujet de la reconnaissance des diplômes de certaines professions de santé obtenus à l'étranger, nommée pour un terme de trois ans, est composée comme suit:

1). membres effectifs:

a) Représentants du Ministre de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports:

M. Raymond STRAUS, conseiller de gouvernement 1^{ère} classe

M. Claude KUFFER, professeur chargé de mission

M. Jean TAGLIAFERRI, professeur-attaché au Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

b) Représentants du Ministre de la Santé:

Mme Mady ROULLEAUX, assistante d'hygiène sociale

Mme Eliane FETTES, employée

M. Laurent JOME, attaché de gouvernement

c) Représentant du Conseil Supérieur pour certaines Professions de Santé:

M. Luc FEDERSPIEL, infirmier gradué;

2). membres suppléants:

a) Représentants du Ministre de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports:

Mme Marianne BIEL-GILLEN, professeur-attaché

M. Sigg KOENIG, conseiller de gouvernement 1^{ère} classe

M. André WILMES, inspecteur principal 1^{er} en rang

b) Représentants du Ministre de la Santé:

Mme Léa HEMMER-NIES, inspecteur principal 1^{er} en rang

Mme Marguerite SCHOLTES-LENNERS, conseiller de gouvernement 1^{ère} classe

M. Patrick BELLWALD, rédacteur principal

c) Représentant du Conseil Supérieur pour certaines Professions de Santé:

M. Raoul VINANDY, infirmier gradué.

Art. 2. Monsieur Raymond STRAUS, conseiller de gouvernement 1^{ère} classe, est nommé président de la commission susvisée.

Art. 3. Madame Danielle PETTINGER-WAGNER, infirmière graduée, est nommée secrétaire administrative de la commission susvisée.

Art. 4. Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté ministériel du 19 novembre 1999 ayant institué la commission appelée à donner des avis au Ministre de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports en matière de reconnaissance des diplômes de certaines professions de santé obtenus à l'étranger.

Art. 5. Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 7 juillet 2000.

*Le Ministre de l'Éducation Nationale,
de la Formation Professionnelle et des Sports,*

Anne Brasseur

Arrêté ministériel du 11 juillet 2000 modifiant la liste des maîtres de stage pour le stage pharmaceutique.

Le Ministre de la Santé,

Vu la loi du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades d'enseignement supérieur;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 18 décembre 1970 fixant les critères d'homologation des titres et grades étrangers en pharmacie;

Vu le règlement ministériel du 4 mai 1982 concernant le stage pharmaceutique des étudiants en pharmacie, et notamment l'article 5;

Vu l'avis du conseil en stage en date du 5 juillet 2000;

Arrête:

Art. 1^{er}. Monsieur Alain AREND, pharmacien-gérant à l'Hôpital de la Ville d'Esch-sur-Alzette, est nommé maître de stage jusqu'au 30 juillet 2000, en remplacement de Monsieur Marc MARXEN.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 11 juillet 2000.

Le Ministre de la Santé,

Carlo Wagner

Administration du Cadastre et de la Topographie. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 1^{er} juillet 2000, Madame Myriam Wager, épouse Kockelmann, rédacteur principal à l'administration du cadastre et de la topographie, a été nommée chef de bureau adjoint à la même administration, avec effet au 1^{er} juillet 2000.

Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat. – Déclaration de livrets perdus pendant les mois de mars à juin 2000. (Publication prescrite par l'art. 56 de l'arrêté grand-ducal du 10 juin 1901 portant règlement pour la Banque et Caisse d'Épargne).

Les livrets énumérés ci-après ont été déclarés perdus:

Nos: 10/0/001155-72	10/0/056473-03	10/0/065523-32	10/0/084488-82	10/0/095236-63	10/0/095668-10
10/0/097663-65	10/0/109719-93	10/0/152443-40	10/0/152700-06	10/0/154473-33	10/0/168608-06
10/0/184434-21	10/0/191699-11	10/0/195049-63	10/0/200605-90	10/0/202037-67	10/0/202219-55
10/0/203033-93	10/0/203330-02	10/0/204566-74	10/0/205419-54	10/0/209246-01	10/0/209439-97
10/0/211618-45	10/0/212924-90	10/0/213236-14	10/0/213304-82	10/0/213720-13	10/0/215776-32
10/0/219246-10	10/0/221555-88	10/0/222404-64	10/0/223046-27	10/0/226520-09	10/0/226655-47
10/0/227831-59	10/0/229862-53	10/0/231101-31	10/0/231631-76	10/0/231907-61	10/0/232451-23
10/0/234445-77	10/0/234599-37	10/1/157567-50	10/1/160451-24	10/1/185775-31	10/1/186929-21
10/1/188199-30	10/3/190059-04	10/3/192111-19	10/3/193538-88	10/3/193542-92	10/3/194100-68
10/3/194796-85	10/3/212996-49	10/8/193966-69	10/9/005838-51	10/9/015910-35	10/9/023757-25
11/0/461907-53	11/1/459925-38	11/3/464927-50	22/0/237668-41	26/0/267696-12	26/0/269053-11
26/0/269621-94	26/0/270921-36	26/0/280239-42	26/0/280289-92	28/0/283596-59	29/0/294003-66
29/3/296910-47	30/0/328362-66	30/3/311120-74	32/0/000545-67	32/0/001127-67	33/0/337624-50
33/0/344066-90	33/0/349654-52	33/0/480234-70	36/0/366081-23	36/0/373478-48	41/0/416445-36
41/0/416950-56	43/0/431412-23	44/0/446462-17	45/0/451960-62	45/0/454198-69	45/1/453625-08
45/3/458148-26	46/0/464584-55	46/0/464955-38	50/0/503094-69	50/0/503678-71	50/0/505942-07
50/0/506287-61	50/0/508364-04	50/0/508935-90	50/0/550374-13	50/0/550479-21	50/0/551088-48
50/0/551286-52	50/0/552142-35	50/0/565583-90	52/0/552682-48	52/0/554495-18	52/0/558379-22
52/1/556339-46	52/8/550437-56	53/0/602186-61	53/0/604028-60	53/0/606552-62	54/0/612310-76
54/0/615405-67	61/0/584875-42	62/0/632695-20	62/0/632795-23	62/0/652560-97	62/0/658634-60
62/0/660126-97	62/0/660409-89	62/3/650227-76	62/7/638946-58	62/7/641433-23	64/0/000427-53
64/0/000633-65	69/0/700519-88	70/0/705229-24	70/0/709604-34	70/0/712888-20	72/0/720218-33
72/0/720304-22	73/0/739813-13	73/0/746936-55	73/0/750022-37	73/0/752603-96	76/0/769210-53
76/0/775410-45	76/1/776399-91	76/1/776601-02	78/3/789074-71	84/0/841050-42	84/9/862336-37
89/0/896105-90	89/0/896508-08	89/0/898773-42	91/0/912145-83	91/0/915514-57	91/9/918589-77
93/3/935854-66					

Les détenteurs desdits livrets d'épargne sont invités à les présenter endéans les quinze jours, soit au Bureau Central, soit à une des agences de la Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat, pour faire valoir leurs droits.

Aucun remboursement ne peut avoir lieu sur les livrets en question.

Centre Informatique de l'Etat. – Démission. – Par arrêté grand-ducal du 6 mai 2000, démission honorable de ses fonctions a été accordée, à partir du 1^{er} mai 2000, à Monsieur Jean Sand, chargé d'études-informaticien.

Centre Informatique de l'Etat. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 25 octobre 1999, Madame Martine Braas, informaticien principal, a été nommée à la fonction de chef de bureau-informaticien adjoint.

Par arrêté grand-ducal du 15 novembre 1999, Monsieur Pierre Zimmer, chargé d'études-informaticien principal, a été nommé à la fonction de conseiller-informaticien adjoint.

Par arrêté grand-ducal du 20 décembre 1999, Monsieur Claude Fackelstein, attaché-informaticien, a été nommé à la fonction de chargé d'études-informaticien.

Par arrêté grand-ducal du 18 mars 2000, Madame Danièle Zimmer-Heintz, conseiller-informaticien, a été nommée à la fonction de conseiller-informaticien première classe.

Par arrêtés grand-ducaux du 29 avril 2000, MM. Patrick Schlessier et Roland Raele, informaticiens principaux, ont été nommés à la fonction de chef de bureau-informaticien adjoint.

Par arrêtés grand-ducaux du 12 mai 2000, Madame Francine Regenwetter et Monsieur Marco Landers, attachés-informaticiens, ont été nommés à la fonction de chargé d'études-informaticien.

Par arrêté grand-ducal du 26 mai 2000, Monsieur Claude Koenig, chef de bureau-informaticien, a été nommé à la fonction d'inspecteur-informaticien.

Commission d'agrément concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques. – Par arrêté ministériel du 22 juin 2000 portant nomination des membres de la commission d'agrément prévue à l'article 4 du règlement grand-ducal du 14 décembre 1994 concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, ont été nommés membres de la commission d'agrément pour une durée de cinq ans:

Membres effectifs:

MM.	Aschman Antoine,	ingénieur-chef de division à l'Administration des services techniques de l'agriculture,
	Meyers René	ingénieur-chef de division au Laboratoire de contrôle et d'essais à Ettelbruck,
	Kuhn Marc	assistant à l'Institut viti-vinicole à Remich,
Mme	Backes-Lies Mariette	pharmacien-inspecteur à la Division de la pharmacie et des médicaments,
MM.	Laux Fernand	ingénieur 1 ^{ère} classe au Laboratoire national de santé,
	Weber Paul	directeur à l'Inspection du travail et des mines.

Membres suppléants:

MM.	Mersch Jean	ingénieur 1 ^{ère} classe au Laboratoire de contrôle et d'essais à Ettelbruck,
	Fischer Serge	assistant stagiaire à l'Institut viti-vinicole à Remich,
	Ries Albert	inspecteur principal 1 ^{er} en rang à l'Administration des services techniques de l'agriculture,
	Moris Gilbert	ingénieur au Laboratoire national de santé,
	Scholl Carlo	inspecteur principal à la Division de la pharmacie et des médicaments,
	Kremer Marc	ingénieur principal auprès de l'Inspection du travail et des mines.

M. Aschman Antoine remplira les fonctions de président de la commission d'agrément.

M. Ries Albert est adjoint à la commission comme secrétaire.

Consultats. – Démission. – Par arrêté grand-ducal du 9 juillet 2000, démission honorable de ses fonctions de Consul honoraire du Grand-Duché de Luxembourg à Lausanne a été accordée à Monsieur Jean-François Cuendet.

Consulats. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 1^{er} juillet 2000, Monsieur Jef R. Roos a été nommé aux fonctions de Consul honoraire du Grand-Duché de Luxembourg à Genk, pour une période renouvelable de cinq ans, avec juridiction sur la province du Limbourg.

Courtier d'assurances. – Agréments accordés pendant le mois d'avril 2000.

(conformément à l'article 107 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances)

<i>Nom et domicile</i>	<i>Date de l'agrément</i>
Lohest Pascal c/o FB Brokerage Luxembourg S.A. 66, route d'Esch L-1470 Luxembourg	6.4.2000

Courtier d'assurances. – Agréments accordés pendant le mois de mai 2000.

(conformément à l'article 107 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances)

<i>Nom et domicile</i>	<i>Date de l'agrément</i>
AEROTRADING INSURANCE S.A. 10, avenue de la Faïencerie L-1510 Luxembourg	26.5.2000
AVENCOR S.A. 105, Val Ste Croix L-1371 Luxembourg	30.5.2000

Castany Alain
c/o AEROTRADING INSURANCE S.A.
10, avenue de la Faïencerie
L-1510 Luxembourg 26.5.2000

INVEST SERVICES S. à r. l.
2, route de Trèves
L-2663 Senningerberg 23.5.2000

Verellen Kurt
c/o INVEST SERVICES S. à r. l.
2, route de Trèves
L-2663 Senningerberg 23.5.2000

Weyer Georges
56, Cité Grand-Duc Jean
L-7233 Bereldange 30.5.2000

Courtier d'assurances. – Agréments accordés pendant le mois de juin 2000.

(conformément à l'article 107 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances)

<i>Nom et domicile</i>	<i>Date de l'agrément</i>
Dana André 61, avenue de la Gare L-1611 Luxembourg	20.6.2000

Entreprises d'assurances. – Agréments d'agents d'assurances retirés pendant le mois de mai 2000.

<i>Nom et domicile</i>	<i>Entreprises d'assurances</i>	<i>Date du retrait</i>
Becker Viviane, Schrassig	AGF LIFE	24.5.2000
Castagna Edmond, Rumelange	AXA ASSURANCES	24.5.2000
Becker Viviane, Schrassig	D.K.V.	24.5.2000
Clause Noëlle ép. Petrella, Dudelange	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	24.5.2000
Petrella Pino, Dudelange	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	24.5.2000
Akmouche Fodil, Luxembourg	SWISS LIFE	24.5.2000
Weyer Georges, Bereldange	ZURICH, Compagnie d'Assurances ZURICH EUROLIFE	30.5.2000

Entreprises d'assurances. – Agents d'assurances agréés pendant le mois de mai 2000.

<i>Nom et domicile</i>	<i>Entreprises d'assurances</i>	<i>Date de l'agrément</i>
Mihailovic Sascha, Luxembourg	D.K.V.	24.5.2000
Evrard Frédéric, Luxembourg	FORTIS LUXEMBOURG IARD FORTIS LUXEMBOURG VIE	25.5.2000
Becker Viviane, Schrassig	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	24.5.2000
Castagna Edmond, Rumelange	P & V ASSURANCES	24.5.2000

Entreprises d'assurances. – Agréments d'agents d'assurances retirés pendant le mois de juin 2000.

<i>Nom et domicile</i>	<i>Entreprises d'assurances</i>	<i>Date du retrait</i>
Peeters Rudi, Luxembourg	ABN AMRO LIFE	19.6.2000
Hausman Alain, Niederfeulen	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	19.6.2000
Kemp Brigitte, Grevenmacher	P & V ASSURANCES	19.6.2000

Entreprises d'assurances. – Agents d'assurances agréés pendant le mois de juin 2000.

<i>Nom et domicile</i>	<i>Entreprises d'assurances</i>	<i>Date de l'agrément</i>
Bischoff Jean-Philippe, Luxembourg	AXA ASSURANCES AXA ASSURANCES VIE	19.6.2000
Bonnier Michaël, Luxembourg	AXA ASSURANCES AXA ASSURANCES VIE	19.6.2000
Chabrierie Sandrine, Luxembourg	AXA ASSURANCES AXA ASSURANCES VIE	19.6.2000
Dos Santos Cunha Jorge, Luxembourg	AXA ASSURANCES AXA ASSURANCES VIE	19.6.2000
Meunier Alain, Luxembourg	AXA ASSURANCES AXA ASSURANCES VIE	19.6.2000
Hausman Alain, Niederfeulen	BALOISE ASSURANCES BALOISE VIE	19.6.2000
Bellegarde Christian, Luxembourg	FORTIS LUXEMBOURG IARD FORTIS LUXEMBOURG VIE	26.6.2000
Lemaire Willy, Luxembourg	FORTIS LUXEMBOURG IARD FORTIS LUXEMBOURG VIE	26.6.2000
Willem CHRISTIBEL S. à r. l. représentée par MM. Christian Bellegarde et Willy Lemaire, Luxembourg	FORTIS LUXEMBOURG IARD FORTIS LUXEMBOURG VIE	26.6.2000
Kemp Brigitte, Grevenmacher	HAMBURG-MANNHEIMER	19.6.2000
Charbonnelle Jérôme, Luxembourg	HENIN VIE	26.6.2000
Hilbert Sandy, Hoscheid-Dickt	LA LUXEMBOURGEOISE uniquement: R.C.-Autos, Corps de VTA, Protection Juridique R.C.A., Personnes transportées et Marchandises transportées	26.6.2000
Jacoby Daniel, Mertzig	LA LUXEMBOURGEOISE uniquement: R.C.-Autos, Corps de VTA, Protection Juridique R.C.A., Personnes transportées et Marchandises transportées	26.6.2000
Longton Ida ép Schacht, Luxembourg	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	26.6.2000
Seen Albert, Larochette	PRIVATE LIFE PARTNERS	26.6.2000

Fonds National de Solidarité. – Examen de fin de stage. – Un examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale pour la carrière du rédacteur aura lieu au cours du mois de novembre 2000.

Fonds national de soutien à la production audiovisuelle.
Etablissement public

Etats financiers au 31 décembre 1999
et rapport du réviseur d'entreprises

BILAN AU 31 DECEMBRE 1999
(exprimé en francs luxembourgeois)

ACTIF	Notes		PASSIF	Notes	
Actif immobilisé	2.1		Capitaux propres	2.3	
Immobilisations incorporelles		3.149.977	Résultats reportés		-159.573
Immobilisations corporelles		2.352.475	Résultat de l'exercice		6.803.868
Total actif immobilisé		5.502.452	Total capitaux propres		6.644.295
Actif circulant			Subventions d'investissements	2.5	5.502.452
Créances	2.2		Provisions pour risques et charges	2.4	40.561
Créances résultant de ventes et de prestations de services		756.722			
Aides financières sélectives à récupérer	2.6 et 3	-	Dettes		
Autres créances		975.494	Dettes sur achats et prestations de services		5.376.674
		1.732.216	Dettes fiscales et au titre de sécurité sociale		1.415.380
Avoirs en banques et encaisse		87.696.701	Dettes relatives aux aides financières sélectives accordées	2.6	71.467.495
Total actif circulant		89.428.917	Autres dettes		659.297
Compte de régularisation		82.535	Total autres dettes		78.918.846
TOTAL ACTIF		95.013.904	Compte de régularisation	2.5	3.907.750
			TOTAL PASSIF		95.013.904

Les notes font partie intégrante des états financiers

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1999
(exprimé en francs luxembourgeois)

	Notes	
Résultat brut	4	13.134.001
Rémunérations et charges sociales		-2.788.877
Corrections de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles		-338.611
Subventions d'investissements		-4.940.405
Provisions pour risques et charges		-35.270
Autres intérêts et produits assimilés		1.773.030
Résultat de l'exercice		6.803.868

Les notes font partie intégrante des états financiers.

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 1999
(exprimé en francs luxembourgeois)

Note 1: Généralités

Le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle (ci-après le «Fonds») a été créé par la loi du 11 avril 1990. Son statut a été modifié par la loi du 24 décembre 1998. Il s'agit d'un établissement public doté de la personnalité juridique.

L'exercice social débute le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre de chaque année.

Le Fonds a pour mission de promouvoir la création cinématographique et audiovisuelle au Luxembourg et d'encourager la production, la coproduction et la distribution d'oeuvres dans ce domaine.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Pour mener à bien ses activités, le Fonds dispose notamment des ressources suivantes:

- des recettes pour prestations fournies
- une contribution financière annuelle provenant du budget des recettes et des dépenses de l'Etat et attribuée sur base du programme d'activités présenté par le Fonds;
- des remboursements des aides financières sélectives;
- des contributions financières provenant du budget des recettes et des dépenses d'Etat et réservées à l'exécution de projets déterminés ayant fait l'objet d'une convention préalable entre le gouvernement et le Fonds;
- de dons et legs en espèces et en nature.

Note 2: Principales méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises, et aux pratiques comptables généralement admises.

2.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont amorties linéairement en fonction de leur durée estimée d'utilisation de:

Logiciel informatique:	25%
Matériel informatique:	25%
Mobilier:	10%
Matériel de bureau	20%-33%
Matériel d'exposition	25%

2.2. Créances

Ces postes sont inscrits au bilan à leur valeur nominale. Des corrections de valeur spécifiques sont opérées le cas échéant pour ramener les créances à leur valeur présumée de réalisation. Voir aussi la section 2.6. Aides financières sélectives.

2.3. Fonds propres

Les fonds excédentaires de l'exercice en cours sont reportés à l'exercice suivant.

2.4. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont pour objet de couvrir des pertes ou dettes qui sont nettement circonscrites quant à leur nature mais qui, à la date de clôture du bilan, sont ou probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant ou quant à la date de leur survenance.

2.5. Contributions financières

Les contributions financières sont enregistrées comme produits en compte de profits et pertes quand elles sont reçues ou à recevoir sauf dans les cas suivants:

- Les contributions ayant comme but le financement de l'acquisition d'actifs immobilisés sont différées sous le poste «subventions d'investissements» au passif du bilan et amorties en compte de profits et pertes sur la durée de vie des immobilisations auxquelles elles se rapportent.
- Les contributions financières servant à financer des charges d'exploitation dans une période future sont différées sous le poste «Compte de régularisation» au passif du bilan et reconnues comme produits dans la période future au cours de laquelle elles vont servir à ce financement;

2.6. Aides financières sélectives

Selon l'article 7 du règlement grand-ducal du 16 mars 1999 portant exécution de la loi modifiée du 11 avril 1990 portant création d'un Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, les aides financières sélectives sont en principe intégralement remboursables, sauf décision contraire du Conseil d'administration du Fonds.

Sous la rubrique «Autres dettes» figure la valeur résiduelle à payer sur les aides financières sélectives pour lesquelles le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle a pris un engagement d'intervention.

Avant le 1^{er} janvier 1999, les engagements du Fonds étaient actés en comptabilité au moment de la signature d'une convention. Les aides sélectives étaient enregistrées directement sous un compte de charges «Aides financières sélectives».

A partir du 1^{er} janvier 1999, les engagements du Fonds sont actés en comptabilité dès la prise de décision par le Conseil d'administration. Les aides financières sélectives approuvées à partir du 1^{er} janvier 1999, et les versements effectués durant l'année 1999 relatives aux aides financières sélectives accordées avant le 1^{er} janvier 1999 sont enregistrées sous le poste «Autres créances – sélectives».

Au regard de l'expérience du passé quant au recouvrement de ces aides, et par principe de prudence, une provision pour risque de non recouvrement est enregistrée pour la totalité du montant se trouvant sous le poste «Autres créances – Aides financières sélectives».

2.7. Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes du Fonds sont tenus en francs luxembourgeois (LUF) et les comptes annuels sont établis dans la même devise.

A la date de la clôture:

- les postes de l'actif exprimés dans une autre devise que les devises EURO-in sont valorisés individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan;
- les postes de passif exprimés dans une autre devise que les devises EURO-in sont valorisés individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les produits et les charges en devises autre que le franc luxembourgeois sont convertis en francs luxembourgeois au cours de change en vigueur à la date des opérations. Ainsi seuls sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes les bénéfices et pertes de change réalisés.

2.8. Impôts

Suivant l'article 19 de la loi du 24 décembre 1998, le Fonds est exempt de tous droits, taxes et impôts généralement quelconques au profit de l'Etat et des communes, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée. Toutefois, la taxe sur la valeur ajoutée en amont sur les opérations autres que celles relatives au circuit de distribution de cassettes vidéo «Films made in Luxembourg» n'est pas récupérable et est inscrite en compte de profits et pertes.

Note 3: Aides financières sélectives à récupérer

Au 31 décembre 1999, le détail du poste «aides financières sélectives à récupérer» s'établit comme suit:

Aides financières sélectives approuvées à partir du 1 ^{er} janvier 1999	65.105.196
Versements effectués durant l'année 1999 relatives aux aides financières sélectives accordées avant le 1 ^{er} janvier 1999	35.956.622
	101.061.818
Provision pour risque de non recouvrement (en référence à la section 2.6 Aides financières sélectives)	-101.061.818
Solde au 31 décembre 1999	0

Note 4: Résultat brut

Le résultat brut se décompose comme suit:

Ressources d'exploitation:	101.322.890
Aides financières sélectives:	-65.105.196
Subsides & Aides diverses:	-7.588.770
Autres charges:	-15.494.923
Résultat brut:	13.134.001

Indice des prix à la consommation au 1^{er} juin 2000. – L'indice des prix à la consommation établi conformément au règlement grand-ducal du 20 décembre 1999 est de **611.65** au 1^{er} juin par rapport à la base 100 au 1^{er} janvier 1948.

La moyenne des six derniers mois de l'indice raccordé s'établit au 1^{er} juin 2000 à **604.90**.

Elle dépasse ainsi la cote d'échéance de l'échelle mobile des salaires (603.48) et entraîne la mise en vigueur d'une nouvelle cote d'application pour le calcul des salaires, traitements et prestations sociales. Celle-ci est de **576.43** à partir du 1^{er} juillet 2000.

Luxembourg, le 6 juillet 2000.

Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques.

Institut Luxembourgeois des Télécommunications.
BILAN DE COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1999

En conformité avec l'article 63 de la loi du 21 mars 1997 sur les télécommunications, le gouvernement en conseil a approuvé en date du 22 mars 2000 les comptes annuels de l'Institut Luxembourgeois des Télécommunications au 31 décembre 1999, ainsi que le rapport d'activité de 1999 et a accordé la décharge à la direction de l'Institut.

Bilan au 31 décembre 1999 (après affectation)

Actif	Val. brutes	Corr. valeur	31.12.1999	31.12.1998	Passif	31.12.1999	31.12.1998
A. CAPITAL DE DOTATION NON-VERSE	50.000.000		50.000.000	50.000.000	A. CAPITAUX PROPRES		
B. FRAIS D'ETABLISSEMENT					I. Capital de dotation	50.000.000	50.000.000
C. ACTIF IMMOBILISE					II. Réserve pour investissements	196.569.263	49.343.190
I. Immobilisations incorporelles					III. Résultats reportés	18.988.076	2.540.346
II. Immobilisations corporelles	92.338.348	30.990.956	61.347.392	67.296.426	Total (A)	265.557.339	101.883.536
III. Immobilisations financières	50.000		50.000	50.000	B. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Total (C)	92.388.348	30.990.956	61.397.392	67.346.426	C. DETTES		
D. ACTIF CIRCULANT					1. Echéance inf. à un an	22.549.617	37.652.816
I. Stock					2. Echéance sup. à un an		
II. Créances					Total (C)	22.549.617	37.652.816
1. Echéance inférieure à un an	57.705.104	6.000.000	51.705.104	39.327.668	D. COMPTES DE REGULARISATION	539.000	8.540.000
2. Echéance supérieure à un an					E. BENEFICE DE L'EXERCICE	49.075.358	16.447.730
III. Valeurs mobilières					TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E)	337.721.314	164.524.082
IV. Avoirs en banque, avoirs en compte chèques postaux, chèques et encaisse	167.041.039		167.041.039	445.167			
Total (D)	224.746.143	6.000.000	218.746.143	39.772.835			
E. COMPTES DE REGULARISATION	7.577.779		7.577.779	7.404.821			
F. PERTE DE L'EXERCICE							
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F)			337.721.314	164.524.082			

Compte de Profits et Pertes de l'exercice 1999

Charges	1999	1998	Produits	1999	1998
Charges brutes	34.580.235	55.936.048	Produits bruts	282.884.234	176.909.137
Frais de personnel					
a) salaires et traitements	37.811.410	35.505.973	Produits provenant d'autres valeurs mobilières et de créances de l'actif immobilisé		
b) charges sociales					
- charges sociales hors pensions	2.439.575	2.314.053			
- charges sociales couvrant les pensions					
Corrections de valeur			Autres intérêts et produits assimilés	3.388.601	638.529
a) sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles	19.858.826	10.199.176			
b) sur éléments de l'actif circulant, dans la mesure où elles dépassent les corrections de valeur normales au sein de l'entreprise	6.000.000	5.352.600	Produits exceptionnels	13.164.840	3.028.224
Autres charges d'exploitation	29.685	29.964			
Corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant					
Intérêts et charges assimilées	106.789	399.223	Résultat de l'exercice		
Charges exceptionnelles	2.309.724	5.047.933			
Réserve pour investissements	147.226.073	49.343.190			
Résultat de l'exercice	49.075.358	16.447.730			
Total	299.437.675	180.575.890	Total	299.437.675	180.575.890

Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 1999

Généralités

La législation sur le secteur des télécommunications a été réformée de manière fondamentale en 1997. C'est dans le cadre de cette réforme qu'a été créé l'Institut Luxembourgeois des Télécommunications. L'article 44 de la loi du 21 mars 1997 sur les télécommunications stipule:

«Il est créé un établissement public dénommé Institut Luxembourgeois des Télécommunications. Cet établissement, qui est placé sous la surveillance du Ministre des Communications, jouit de l'autonomie financière et administrative et est doté de la personnalité juridique.»

La loi du 21 mars 1997 impose à l'Institut Luxembourgeois des Télécommunications l'établissement de comptes annuels sans cependant définir la forme que doivent revêtir ces comptes. Dans la présentation des comptes l'Institut s'est donc inspiré des sous-sections 1 à 8 de la section XIII de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Les états financiers de l'Institut pour l'exercice 1999 ont été établis conformément aux dispositions et aux pratiques comptables généralement admises au Luxembourg. Les comptes sont tenus en francs luxembourgeois.

L'exercice financier de l'Institut coïncide avec l'année civile.

Bilan

– Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de revient et font l'objet d'un amortissement linéaire.

Les valeurs brutes des postes installations techniques (1), mobilier (2), matériel de bureau (3), matériel roulant (4) et frais d'aménagement des locaux (5) ont évolué comme suit:

	Valeur au 1.01.99	(+)	(-)	Valeur au 31.12.99
(1)	21.627.439	565.438	.-	22.192.877
(2)	9.577.740	145.753	.-	9.723.493
(3)	25.551.026	13.104.439	.-	38.655.465
(4)	2.143.265	.-	.-	2.143.265
(5)	19.529.086	94.162	.-	19.623.248
Total	78.428.556			92.338.348

Les corrections de valeur des différents postes ci-dessus ont évolué comme suit:

	Valeur au 01.01.99	(+)	(-)	Valeur au 31.12.99
(1)	(228.442)	(6.489.596)	--	(6.718.038)
(2)	(1.045.833)	(1.203.997)	--	(2.249.830)
(3)	(7.804.241)	(9.782.110)	--	(17.586.351)
(4)	(188.366)	(428.653)	--	(617.019)
(5)	(1.865.248)	(1.954.470)	--	(3.819.718)
Total	(11.132.130)			(30.990.956)

La durée normale d'utilisation prévue des immobilisations est la suivante:

- installations techniques	10 ans resp. 3ans
- mobilier	8 ans
- matériel de bureau, hardware et software	3-5 ans
- matériel roulant	5 ans
- frais d'aménagement des locaux	10 ans

– **Immobilisations financières**

Les immobilisations financières représentent un dépôt de garantie.

– **Créances**

Les créances figurent pour leur valeur nominale et sont ventilées comme suit:

- clients	55.428.837
- créances diverses	2.276.267

Les créances nettes exigibles postérieurement à la date de clôture se chiffrent à 8.960.737.

Des corrections de valeurs ont été pratiquées afin de tenir compte du risque de non recouvrement de certaines créances.

– **Avoirs en banques**

Ce poste se subdivise comme suit:

- avoirs en comptes courants et c.c.p.	167.032.701
- caisse	8.338

– **Comptes de régularisation à l'actif**

Ce poste concerne des frais d'exploitation constatés d'avance.

– **Fonds propres**

Conformément à l'article 47 de la loi du 21 mars 1997 l'Institut doit bénéficier de la part de l'Etat d'une dotation initiale en espèces de 50.000.000. En contrepartie de cet apport, l'Etat devient détenteur de tous les avoirs de l'Institut, à l'exception des avoirs du compte de service universel.

La dotation initiale prévue par l'article 47 de la loi du 21 mars 1997 n'a pas été versée au cours de l'exercice 1999.

Par décision du Conseil de l'Institut Luxembourgeois des Télécommunications, les états financiers de l'Institut sont présentés après affectation de 75 % du résultat de l'exercice à une «Réserve pour investissements».

– **Dettes**

Les dettes figurent pour leur valeur nominale et sont ventilées comme suit:

- Fournisseurs	15.311.126
- Gestion du spectre des fréquences radio 97	5.000.000
- Taxe sur la valeur ajoutée	777.900
- Impôts sur rémunérations	115.024
- Cotisations sécurité sociale	625.567
- Tantièmes et indemnités	720.000

Les frais à payer exigibles postérieurement à la date de clôture rattachés aux dettes se chiffrent à 1.261.845.

– **Comptes de régularisation au passif**

Les comptes de régularisation au passif concernent des produits d'exploitation constatés d'avance.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

– **Charges brutes**

Ce poste concerne les frais de fonctionnement normaux de l'Institut:

	1999
Loyers et charges locatives	5.458.544
Entretien et réparations	1.652.448
Eau et Energie	581.218
Frais de PTT	1.054.932
Documentation	344.301
Imprimés et fournitures de bureau	1.035.458
Petit équipement	876.125
Fournitures diverses	152.199
Assurances	607.291
Honoraires et Commissions	10.007.697
Cotisations aux organismes internationaux	7.282.933
Transports, voyages et déplacements	3.335.575
Frais divers	1.125.040
Publicité et relations publiques	1.066.474
TOTAL	34.580.235

– **Frais de personnel**

	1999
Salaires et traitements	37.177.944
Autres frais de personnel	633.466
Charges sociales	2.439.575
TOTAL	40.250.985

– **Produits bruts**

Ce poste concerne les éléments suivants:

	1999
Réseaux de télécom. & services soumis à la licence	48.579.167
Réseau de services GSM / DCS 1800	143.625.000
Services soumis à déclaration	2.265.000
Service fixe par satellite	7.416.668
Réseau mobile à utilisation partagée des fréquences	15.300.000
Réseau mobile à utilisation exclusive des fréquences	200.000
Réseau mobile public	4.425.000
Service relevant des besoins de la défense nationale et/ou de la sécurité publique	14.400.834
Liaisons terrestres fixes par radio	10.182.447
Service mobile aéronautique et maritime	6.056.250
Radioamateur	564.000
Service fixe de radionavigation et de radiolocalisation	950.000
Attribution et utilisation de numéros	28.839.420
Prestations accessoires	80.448
TOTAL	282.884.234

– **Produits et charges exceptionnels**

Les produits exceptionnels concernent principalement une reprise sur corrections de valeur sur créances commerciales et redevances sur exercice antérieur.

Les charges exceptionnelles représentent principalement des honoraires et frais sur exercice antérieur.

AUTRES INDICATIONS

– **Personnel employé**

personnel au 31.12.1999:

19

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Services pour personnes âgées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 11 juillet 2000, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Office social de la Ville de Luxembourg», ayant son siège à 24, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «repas sur roues» à l'adresse 24, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/99/07/022.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Services pour personnes âgées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 11 juillet 2000, l'agrément provisoire a été accordé à Monsieur Robert *Hein*, ayant son adresse à 1, rue d'Echternach, L-6550 Berdorf, pour l'exercice de l'activité de «logement encadré pour personnes âgées», appelé «Seniors-Résidence Le Chat Botté», à l'adresse 1, rue d'Echternach, L-6550 Berdorf.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/98/03/008.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Services pour personnes âgées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 11 juillet 2000, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Claire asbl», ayant son siège à 24, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «maison de soins», appelée «sacré Cœur Diekirch», à l'adresse 18, rue de l'Hôpital, L-9244 Diekirch.

L'agrément a été enregistré sous le numéro A12/98.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse - Services pour personnes âgées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 12 juillet 2000, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Homes pour personnes âgées de la Congrégation des Franciscaines de la Miséricorde asbl», ayant son siège à 84, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «centre psycho-gériatrique», appelé «St François», à l'adresse 13, rue des Remparts, L-6777 Grevenmacher.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/98/04/001.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse - Services pour personnes âgées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 12 juillet 2000, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Minettsland asbl», ayant son siège à 6, rue de la Fontaine, L-3726 Rumelange, pour l'exercice de l'activité de «centre psycho-gériatrique», appelé «Minettsland», à l'adresse 6, rue de la Fontaine, L-3726 Rumelange.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/98/04/018.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Structures d'accueil sans hébergement pour enfants. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 1^{er} juillet 2000 l'agrément provisoire a été accordé à Madame *Cesareo Anna Maria*, habitant à Mondercange, 20, rue Neuve, pour l'exercice de l'activité «foyer de jour pour enfants» à l'adresse suivante: Luxembourg – 10, rue Auguste Letellier.

L'agrément provisoire a été enregistré sous le numéro 30262000.

Il est valable jusqu'au 31 décembre 2000.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Structures d'accueil sans hébergement pour enfants. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 1^{er} juillet 2000 l'agrément provisoire a été accordé à Madame *Cesareo Anna Maria*, habitant à Mondercange, 20, rue Neuve, pour l'exercice de l'activité «crèche» à l'adresse suivante: Strassen – 37, Cité Oricherhoehl.

L'agrément provisoire a été enregistré sous le numéro 10252000.

Il est valable jusqu'au 31 décembre 2000.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Structures d'accueil sans hébergement pour enfants. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 9 juin 2000 l'agrément provisoire a été accordé à l'association sans but lucratif «Mammen hëllef Mammen a.s.b.l.» ayant son siège à L-7220 Walferdange, route de Diekirch, pour l'exercice de l'activité «garderie» à la même adresse.

L'agrément provisoire a été enregistré sous le numéro 60272000.

Il est valable jusqu'au 31 décembre 2000.

Santé. – Art de guérir. – Par arrêté ministériel du 14 juillet 2000, Madame le Dr *Hacer Akkuzu*, née le 3.8.1970, a été autorisée à exercer la profession de médecin-généraliste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 14 juillet 2000, Monsieur *Denis Eppe*, né le 6.10.1974, a été autorisé à exercer la profession de médecin-dentiste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 14 juillet 2000, Monsieur *Klaus Doppler*, né le 14.3.1969, a été autorisé à exercer la profession de médecin-dentiste au Luxembourg.

Santé. – Art de guérir. – Par arrêté ministériel du 5 juillet 2000 Monsieur Nils Vangel *Lingow*, né le 24 juin 1947, a été autorisé à exercer la profession de médecin-dentiste au Luxembourg.

Service central de la statistique et des études économiques. – Examen de fin de stage. – Le Service central de la statistique et des études économiques organisera au cours du mois de septembre 2000 un examen de fin de stage dans la carrière du rédacteur.

Tableau des banques établies au Luxembourg conformément à la loi modifiée du 5 avril 1993.

COMPLEMENT N° 2

Il y a lieu **de retirer** au tableau des banques arrêté au 31 décembre 1999 et publié au Mémorial B n° 7 du 25 février 2000 sous:

I. Banques autorisées à exercer leur activité en application de l'article 2 de la loi modifiée du 5 avril 1993

B. Sociétés anonymes de droit luxembourgeois

BANQUE IPPA & ASSOCIÉS, 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg

DSL BANK LUXEMBOURG, Airport Center - 5, rue Heienhaff, B.P. 1921, L-1019 Luxembourg

MERITANORDBANKEN LUXEMBOURG S.A., 189, avenue de la Faiencerie, B.P. 569, L-2015 Luxembourg

V. Succursales d'établissements de crédit d'origine communautaire autorisées au Luxembourg sur base de l'article 30 de la loi modifiée du 5 avril 1993

BANCA POPOLARE DELL'EMILIA ROMAGNA, MODENA (ITALIE), succursale de Luxembourg, 30, boulevard Royal, B.P. 215, L-2015 Luxembourg

DSL/BANK, BONN (ALLEMAGNE), succursale de Luxembourg, Airport Center, 5, rue Heienhaff, B.P. 1921, L-1019 Luxembourg

PARIBAS, PARIS (FRANCE), succursale de Luxembourg, 23-25, avenue de la Porte-Neuve, L-2093 Luxembourg.

Il y a lieu **de modifier** au tableau des banques arrêté au 31 décembre 1999 et publié au Mémorial B n° 7 du 25 février 2000 sous:

II. Banques autorisées à exercer leur activité en application de l'article 2 de la loi modifiée du 5 avril 1993

C. Sociétés anonymes de droit luxembourgeois

Nouvelle adresse des établissements suivants:

ERSTE EUROPAISCHE PFANDBRIEF- UND KOMMUNALKREDITBANK, Aktiengesellschaft in Luxemburg S.A., Aerogolf Centre - 4, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

SEB PRIVATE BANK S.A., 6A, Circuit de la Foire Internationale, B.P. 487, L-2014 Luxembourg

La **dénomination** de l'établissement suivant:

BANK ANHYP LUXEMBOURG S.A.

en

BANQUE IPPA ET ASSOCIES

IV. Succursales d'établissements de crédit d'origine communautaire autorisées au Luxembourg sur base de l'article 30 de la loi modifiée du 5 avril 1993

La **dénomination** de l'établissement suivant:

BANQUE NATIONALE DE PARIS, PARIS (FRANCE), succursale de Luxembourg

en

BNP PARIBAS, PARIS (FRANCE), succursale de Luxembourg

Luxembourg, le 30 juin 2000.

Santé.
Relevé des maladies transmissibles déclarées pendant le mois de mai 2000.

Maladies		Cantons													Totaux		
		Luxembourg-Ville	Luxbg-campagne	Esch-sur-Alzette	Capellen	Grevenmacher	Remich	Diekirch	Wiltz	Clervaux	Vianden	Mersch	Echternach	Redange	total du mois	total du mois précédent	total de l'année en cours
M = Maladie D = Décès	Fièvre typhoïde	M															
		D															
Fièvre paratyphoïde		M															
		D															
Autres Salmonelloses		M		1		4									5	20	73
		D															
Diphtérie		M															
		D															
Coqueluche		M															
		D															
Scarlatine		M		15	3										18	23	100
		D															
Brucelloses		M															
		D															
Méningite infectieuse		M															
		D															
Dysenterie		M															
		D															
Tbc pulmonaire		M		1											1	3	12
		D															
Tbc autres organes		M															
		D															
Tbc pleurale		M		1											1		1
		D															
Tbc Primo-infection		M															2
		D															
Mal. Creutzfeldt-Jacob		M															
		D															
Paludisme		M														1	1
		D															
Hépatite infectieuse	M		3	1											4	14	56
Rougeole	M																
Blennorragie	M																1
Condylome accum.	M																2
Syphilis	M								2						2		2
Tétanos	M																
Psittacose	M																
S.I.D.A.	M	1													1	2	5
	D																1